



« On ne peut pas vivre sans identité. Addition de repères, de coutumes, de modes de vie, de cultures. Elle irrigue chacun de nous »

INTEGRATION

Réduire drastiquement le nombre d'étrangers accueillis en France

- Stopper l'immigration économique durant le prochain quinquennat

Porter une politique d'assimilation ambitieuse

- Redonner à l'histoire de notre pays toute sa place dans l'éducation
- Porter à 10 ans, au lieu de 5 actuellement, la condition de résidence pour être naturalisé français et s'assurer de la maîtrise de la langue et du partage de notre mode de vie

Instaurer un euro-Schengen pour établir une même politique migratoire et assurer le contrôle effectif de nos frontières

- Exiger des nouveaux membres de ce Schengen II qu'ils adoptent des mêmes règles d'immigration (liste de pays sûrs pour l'asile) et qu'ils luttent contre l'immigration clandestine.
- Fixer un délai de résidence de 5 ans pour les étrangers avant qu'ils ne bénéficient des aides sociales non-contributives.
- Supprimer l'AME, remplacée par une aide pour les seuls soins vitaux.
- Restaurer les contrôles aux frontières, aux frontières de la France, tant que le Schengen II n'est pas appliqué

Suspendre le regroupement familial en attendant la mise en œuvre d'une autre politique migratoire

SUSPENDRE LE REGROUPEMENT FAMILIAL EN ATTENDANT LA MISE EN ŒUVRE NATIONALE ET EUROPÉENNE DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Il est temps que l'Europe se dote de règles communes pour maîtriser l'immigration. Face au défi démographique, l'Europe ne peut pas être le seul continent au monde à ne pas maîtriser ses frontières. La France doit retrouver le leadership en Europe et proposer à ses partenaires un Schengen 2. Tant que l'Europe ne contrôlera pas ses frontières, la France suspendra les demandes de regroupement familial.



Tenir annuellement au Parlement un débat sur la politique migratoire pour définir notre capacité d'accueil

Mettre fin aux détournements du droit du sol dans l'acquisition de la nationalité

- Instaurer une présomption de nationalité française à 18 ans pour ceux nés de parents étrangers résidant régulièrement en France
 - Sauf si, à cet âge-là, la commission de crimes et délits ne rend pas sa présence souhaitable au sein de la communauté nationale
 - Sauf si, les parents résidaient illégalement dans notre pays à sa naissance

Réaffirmer notre attachement à la laïcité

- Refuser les menus de substitution dans les cantines publiques
- Neutralité religieuse à l'école, à l'université mais aussi dans l'entreprise
- Appliquer la loi interdisant le voile intégral et suspendre les aides sociales pour les contrevenantes récidivistes
- Fermer les écoles hors contrat dont l'enseignement ne correspond pas aux valeurs de la République

Faire du CFCM l'autorité d'habilitation des imams en France, sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur

- Obliger les imams à maîtriser notre langue
- Interdire d'officier aux imams professant des valeurs contraires à la République et expulser ces imams s'ils sont étrangers
- Suspendre les accords avec des gouvernements étrangers permettant l'accueil d'imams étrangers en France

RURALITE

A un euro investi pour la ville doit correspondre un euro pour la ruralité, dans le cadre d'un plan Marshall pour la ruralité : numérique, transports, santé, formation...

Tout pour la France

À CHAQUE EURO INVESTI DANS LA VILLE...

... doit correspondre un euro pour la ruralité. Parce que l'histoire des territoires ruraux est intimement liée à celle de la France, ces territoires doivent bénéficier d'un Plan Marshall de la ruralité instaurant un principe de parité entre les moyens alloués à la ville et ceux accordés à la ruralité.

Prénom	Nom
adresse e-mail	
Code postal	JE SIGNE !

OUTRE-MER

Tourner les politiques pour l'outre-mer vers l'emploi

- Instaurer des zones franches globales
- Exonérer de droit de douane et de TVA les produits locaux achetés par les touristes

CULTURE

Faire de la culture une réponse prioritaire à la crise

- Étendre le taux réduit de TVA à tous les biens culturels, sans distinction entre le numérique et le physique



Moderniser notre secteur audiovisuel public

Réformer le régime des intermittents du spectacle